

CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS

EHPAD L'ERMITAGE

DÉPARTEMENT DE VENDÉE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES EN ASSURANCE

CAHIER DES CHARGES

LOT N° 2 –RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE ET RISQUES ANNEXES

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions Générales, Conventions Spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'Assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS EHPAD L'ERMITAGE 7 rue de l'Ermitage 85540 MOUTIERS-LES-MAUXFAITS
ASSURÉ	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra
DATE ET HEURE D'EFFET	01 janvier 2025 à 0h00
ÉCHÉANCE ANNUELLE	01/01
FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT	annuel
DURÉE ET PREAVIS	4 ans - Terme du marché : 31/12/2028 à minuit avec possibilité de résiliation à chaque échéance principale moyennant préavis de 6 mois pour chacune des parties.
INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ	Indice FFB (Fédération Française du Bâtiment)

Sous le contrôle de l'ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

CHAPITRE 3 : L'ÉTENDUE DES GARANTIES

CHAPITRE 4 : LA GARANTIE DÉFENSE RECOURS

CHAPITRE 5 : LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : LES DÉCLARATIONS, LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

CHAPITRE 2 : LES MONTANTS GARANTIS, LES FRANCHISES

CHAPITRE 3 : LES GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

CHAPITRE 4 : LES DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE 5 : LES ANTÉCÉDENTS

ANNEXES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Se référer à la page 1 du présent document.

ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré, contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité telle qu'elle résulte de toute législation, réglementation, jurisprudence, sentence arbitrale ou à titre contractuel, issue de la législation française ou communautaire, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre de ses activités et de ses services, exploitées, concédés ou affermés, ainsi que ses activités annexes, notamment celles dévolues aux activités industrielles ou commerciales, les compétences transférées, déléguées ou réservées.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET – DURÉE– RÉSILIATION

Se référer à la page 1 du présent document.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents constitutifs du marché sont énumérés ci-dessous **par ordre de priorité décroissante**, dont seuls les originaux figurant aux archives de l'Assuré (Pouvoir Adjudicateur) font foi :

4.1 – Documents particuliers

1 - L'acte d'engagement (accompagné s'il y a lieu d'une annexe précisant de façon exhaustive les réserves aux spécifications du cahier des charges) complété par son annexe « engagement de gestion » et son « récépissé de réception du dossier de consultation ».

2 - Le cahier des charges (pour acceptation avec ou sans réserve)

3 - La présentation générale de l'Assuré (éléments d'appréciation des risques)

4 - Toutes autres pièces considérées comme nécessaires par le candidat au jugement de son offre

4.2 – Documents généraux

1 - Le Code des Assurances

2 - Le Code de la Commande Publique

ARTICLE 5 – MODIFICATION DU CONTRAT

Le présent contrat ne peut être modifié que par avenant signé par chacune des parties contractantes, sous réserve du respect des dispositions édictées par les articles L2194-1 et R2194-1 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 – PRIX - RÉVISION DES COTISATIONS

Les prix sont exprimés en euros, hors taxes et toutes taxes comprises (frais accessoires inclus) en application des dispositions contractuelles suivantes :

6.1 – Solution de base et/ou variante(s) imposée(s)

- taux de cotisation x assiette de cotisation (masse salariale ou budget de fonctionnement)

6.2 – Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)

- cotisation forfaitaire

6.3 – Révision des cotisations

Les cotisations évolueront une fois par année d'assurance à chaque date d'échéance principale du contrat, proportionnellement :

↳ **Solution de base et/ou variante(s) imposée(s)** : à la variation de la masse salariale brute selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = cotisation provisionnelle HT (= taux de souscription x masse salariale brute de l'année N - 1] + cotisation de régularisation HT (= (taux de souscription x masse salariale brute de l'année N) – cotisation provisionnelle HT)

↳ **Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)** : à la variation de l'indice F.F.B. lors de l'année écoulée selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = cotisation forfaitaire x (indice FFB N / indice FFB N-1)]

► Étant précisé que les indices FFB (Fédération Française du Bâtiment) N et N-1 de référence sont les indices en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année.

Une décomposition du montant du prix par catégorie de garantie [garanties de base, variante(s) imposée(s), prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)] sera **impérativement** annexée à chaque appel de cotisation et mentionnera :

↳ l'assiette de cotisation, le taux de cotisation et la variation de l'indice FFB (valeurs des indices N et N – 1).

Dans l'hypothèse où l'augmentation de cotisations est supérieure aux dispositions contractuelles de révision ainsi définies, l'Assuré a la possibilité de dénoncer le contrat dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception de son appel de cotisation. La résiliation prend alors effet 120 jours après sa demande, la date d'envoi faisant foi (la résiliation doit être adressée à l'Assureur par lettre recommandée avec avis de réception).

L'Assuré doit alors payer la portion de cotisation calculée à l'ancien tarif, au prorata de la période pendant laquelle les risques ont continué à être garantis.

ARTICLE 7 – INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

La limitation contractuelle d'indemnité est fixe.

Les montants de garanties et des franchises évolueront proportionnellement à la variation de l'indice F.F.B. (Fédération Française du Bâtiment).

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi par l'Assuré est le mandat administratif.

Modalités essentielles de financement : le présent marché sera financé par des ressources propres du budget de la collectivité.

Les paiements des cotisations afférentes au présent marché seront régularisés dans les formes et délais prescrits par les règlements administratifs en vigueur.

À défaut et en application du **décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018**, le titulaire du marché pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires.

Pour le calcul des intérêts moratoires, il est fait "application du taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre en cours) de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage et majoré de 40 euros pour frais de recouvrement.

L'Assureur renonce toutefois à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses.

ARTICLE 9 – COASSURANCE

Les offres sous forme de coassurance sont admises.

ARTICLE 10 – DÉCLARATION DE SINISTRE

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur tout sinistre dans les délais suivants :

- 10 jours ouvrés à partir du moment où l'Assuré en a eu connaissance

Tout retard dans la déclaration de sinistres ou dans la transmission des pièces ne pourra impliquer qu'une réduction de l'indemnité à laquelle l'Assuré peut prétendre et dans la limite du préjudice subi et prouvé par l'Assureur en raison de ce retard. L'Assuré est dispensé de déclarer à l'Assureur les sinistres dont il ne réclame pas l'indemnisation.

Dans tous les cas, il appartiendra à l'Assuré :

- ↳ d'informer l'Assureur lors de la déclaration de sinistre, où en cas d'impossibilité lors d'une déclaration ultérieure faite dans les plus brefs délais : la date et les circonstances du sinistre, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- ↳ transmettre à l'Assureur dans un délai de 30 jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif et détaillé, certifié sincère et signé par l'Assuré, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- ↳ communiquer, sur simple demande de l'Assureur et dans les plus brefs délais, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- ↳ transmettre à l'Assureur, dès réception, tout avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager sa responsabilité.

L'Assureur s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour instruire les dossiers de sinistre et pour transmettre le règlement des indemnités dues à l'Assuré, dans les meilleurs délais, en application des dispositions de l'annexe « ENGAGEMENTS DE GESTION » associé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 – DÉLAI DE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des indemnités est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de l'accord des parties. Ce délai ne court, en cas d'opposition de paiement, que du jour de la mainlevée.

À défaut du respect par l'Assureur du délai de paiement des indemnités mentionné ci-dessus, des pénalités de retard seront dues à l'Assuré à compter du 31^{ème} jour. Les indemnités de retard seront calculées selon le principe du calcul des intérêts moratoires.

ARTICLE 12 – LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de contentieux non résolu entre l'Assuré et le titulaire du marché, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges, pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'Assuré, soit par le titulaire marché.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire du marché et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations relatives à l'Assuré et auxquelles il aurait accès dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce marché doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

Accident / Cause accidentelle

Tout évènement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou au bien endommagé et constituant la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels.

Activités assurées

Sous réserve des exclusions prévues au présent contrat :

- toutes activités et tous services, y compris les services annexes, du fait de leur organisation, fonctionnement, non fonctionnement ou mauvais fonctionnement.

Année d'assurance

Période comprise entre deux échéances annuelles consécutives. Si la date d'échéance annuelle ne coïncide pas avec la date anniversaire de la date d'effet du contrat, la première année d'assurance est la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date d'échéance annuelle suivante.

Assuré

L'Assuré ou toute personne dont il est civilement responsable.

↳ Il est entendu que les assurés conservent la qualité de tiers entre eux.

Assureur

L'Assureur auprès duquel a été souscrit le présent contrat.

Atteinte à l'environnement

Nuisance : dommages causés par la production d'odeurs, bruits, vibrations, ondes, radiations, rayonnements ou variations de température, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

Pollution : dommages causés par l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux.

Pollution accidentelle : la pollution est dite « accidentelle » lorsque sa manifestation est concomitante à l'évènement soudain et imprévu qui l'a provoqué et qui ne se réalise pas de façon lente et progressive.

Autrui ou tiers

Toute personne autre que :

- le président, les membres, les délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions.
- Les agents, préposés et stagiaires placés sous l'autorité de l'Assuré, pendant leur service.

Avenant

Document constatant une modification du contrat.

Biens confiés

Biens mobiliers appartenant à des tiers, confiés à l'Assuré pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature, dans l'enceinte de ses établissements ou en dehors, y compris les biens prêtés à titre gratuit (sauf les biens utilisés pour les besoins personnels de l'Assuré, et/ou les biens pris en location et/ou en crédit-bail).

Code

Le Code des Assurances

Dommage corporel

Toute atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Domage matériel

Toute détérioration, destruction, perte ou disparition d'une chose ou d'une substance, toute atteinte corporelle subie par un animal.

Domage immatériel

Tout préjudice pécuniaire résultant, de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice. On distingue :

- les dommages immatériels consécutifs : ils sont la conséquence d'un dommage corporel ou matériel garanti.
- les dommages immatériels non consécutifs : ce sont les autres dommages immatériels.

Échéance annuelle (ou échéance anniversaire)

Date à laquelle l'Assuré s'est engagé à régler sa cotisation.

Enzootie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales dans une région donnée.

Épidémie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes dans une région donnée.

Épizootie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales sans limitation géographique.

Franchise

Part du dommage indemnisable restant toujours à la charge de l'Assuré et déduite de l'indemnité.

Indice

Indice du coût de la construction, publié trimestriellement par la Fédération Française du Bâtiment (indice FFB) ou, à défaut, par l'organisme qui lui serait substitué.

Pandémie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes sur un vaste territoire et qualifiée de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et/ou par les autorités publiques compétentes du pays où se produit le sinistre.

Préjudice écologique

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

Sinistre

Toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'Assuré pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date des travaux ou prestations.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

Souscripteur

La Collectivité qui a conclu le contrat.

CHAPITRE 3 : L'ÉTENDUE DES GARANTIES

1 : LES GARANTIES DE BASE : LA RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité telle qu'elle résulte de toute législation, réglementation, jurisprudence, sentence arbitrale ou à titre contractuel, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités et notamment du fait :

- ▶ des élus et délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions ou lors du trajet de leur résidence au lieu d'exercice de leurs fonctions et vice et versa,
- ▶ des agents, préposés et stagiaires, placés sous l'autorité de l'Assuré, dans l'exercice de leurs fonctions,
- ▶ des collaborateurs bénévoles,
- ▶ des agents et préposés mis à la disposition d'autrui, demeurant sous l'autorité de l'Assuré
- ▶ des enfants placés sous la surveillance des agents et préposés de l'Assuré (y compris les dommages subis par ces enfants),
- ▶ et plus généralement de toutes personnes au service direct ou indirect de l'Assuré.
- ▶ des biens immobiliers dont l'Assuré a la propriété, la garde ou l'usage pour les dommages résultant de l'application des articles 1240 et suivants du code civil. (sont exclus les travaux dont l'Assuré serait responsable au titre des articles 1792, 1792-1 à 1792-6 et 2270 du Code Civil)
- ▶ de tous biens mobiliers (y compris les bois et/ou forêts), des animaux, des embarcations (avec ou sans moteur) qui ne sont pas destinées au transport de plus de 10 personnes, des véhicules ou engins non automoteurs, non soumis à obligation d'assurance responsabilité civile, dont l'Assuré a la propriété, la garde ou l'usage,
- ▶ des installations sportives
- ▶ du fonctionnement, du non fonctionnement ou mauvais fonctionnement des services
- ▶ du domaine public ou privé,
- ▶ de l'organisation et du déroulement des cérémonies, fêtes, manifestations culturelles, sportives ou récréatives, des feux d'artifice.

1.1 DOMMAGES SUBIS PAR LES REQUIS CIVILS ET COLLABORATEURS BÉNÉVOLES

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré du fait des dommages subis par :

- ↳ les civils requis par l'Assuré et par les collaborateurs bénévoles prêtant leur concours à l'Assuré,

1.2 DOMMAGES SUBIS PAR LES PERSONNES À L'ESSAI OU LES STAGIAIRES

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré du fait des dommages corporels subis par :

- ↳ des candidats à l'embauche au cours des essais professionnels, rémunérés ou non, effectués sous son contrôle ou pour son compte,
- ↳ des stagiaires, rémunérés ou non, effectuant des séjours dans ses divers services, lorsque les conséquences de ces dommages ne donnent pas lieu à réparation en application de la législation sur les accidents du travail.

1.3 DOMMAGES SUBIS PAR LES PRÉPOSÉS

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré du fait :

- ↳ des **maladies ou affections contractées par les préposés**, du fait ou à l'occasion du travail, lorsque ces maladies ou affections ne sont pas classées parmi celles donnant lieu à réparation en vertu de la Législation sur les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles.
Cette garantie ne s'applique pas aux conséquences de sinistres causés par une violation délibérée, par l'Assuré, des textes en vigueur en matière de législation.
- ↳ d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle subi par un préposé et résultant de la **faute inexcusable** de l'Assuré ou d'une personne qu'elle s'est substituée dans ses pouvoirs de direction.

La garantie s'applique au remboursement des sommes dont l'Assuré est redevable à l'égard de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L 452-2 du Code de la Sécurité Sociale et au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L 452-3 du même Code.

L'Assureur s'engage à assumer la défense de l'Assuré et des personnes qu'il s'est substitué dans ses pouvoirs de direction, dans les actions amiables ou judiciaires, fondées sur les articles L452 -1 et suivants du Code de la Sécurité Sociale, et dirigées contre lui ou ses représentants en vue d'établir leur faute inexcusable.

Cette garantie vaut également pour la défense de l'Assuré et des personnes qu'il s'est substitué dans ses pouvoirs de direction, dans le cas de poursuites intentées devant les juridictions répressives pour homicide ou blessures involontaires sur la personne d'un préposé à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

↳ d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle subi par un préposé de l'Assuré et causé par la **faute intentionnelle** d'un autre préposé.

La garantie s'applique à l'indemnisation du préjudice complémentaire de la victime et à la défense de l'Assuré.

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré à la suite de dommages causés aux effets vestimentaires de ses préposés victimes d'un accident donnant lieu à indemnisation au titre de la législation sur les Accidents du Travail ou des dispositions statutaires qui leurs sont propres.

La garantie s'applique au titre de la protection fonctionnelle des agents de la collectivité., à la suite d'agression physique ou d'actes de vandalisme sur leurs biens, à l'occasion de leurs missions et suite aux condamnations civiles prononcées contre eux, lorsque le conflit d'attribution n'a pas été élevé.

1.4 RESPONSABILITÉ À L'EGARD DES ÉLUS ET DES DÉLÉGUÉS SPÉCIAUX

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré en raison des dommages résultant des accidents visés aux articles L 2123-31, L 2123-32 et L 2123-33 du Code Général des Collectivités Territoriales et subis par :

- ↳ des élus dans l'exercice de leurs fonctions,
- ↳ les conseillers municipaux et délégués spéciaux, à l'occasion de sessions des conseils municipaux et/ou communautaires ou de réunions des commissions dont ils sont membres ou au cours de l'exécution d'un mandat spécial.

Aucune exclusion prévue par le contrat ne s'applique à la présente garantie.

1.5 RESPONSABILITÉ DU FAIT D'INTOXICATIONS ALIMENTAIRES OU EMPOISONNEMENTS

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré à la suite d'intoxications, d'empoisonnements ou lésions causés aux tiers (y compris aux personnes à l'essai et aux stagiaires, dans le cas où ces dommages ne donnent pas lieu à réparation en application de la Législation sur les Accidents du Travail) et imputables aux aliments, boissons, denrées, substances et produits consommables divers (y compris les médicaments) préparés, servis, fournis ou délivrés par elle ou sous son contrôle, notamment :

- ↳ dans les restaurants (scolaires ou non) et buvettes gérés par l'Assuré ou placés sous sa surveillance,
- ↳ dans les appareils automatiques installés dans les locaux gérés par l'Assuré,
- ↳ au cours des réceptions et manifestations diverses organisées par l'Assuré, y compris les fêtes coutumières, les cérémonies traditionnelles et concours,
- ↳ dans les infirmeries affectées aux services garantis.

1.6 RESPONSABILITÉ VÉHICULES RÉQUISITIONNÉS ET/OU MISE EN FOURRIÈRE DE VÉHICULES TERRESTRES

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par tout véhicule réquisitionné pour son compte afin de prévenir ou de faire cesser par la distribution de secours, les accidents, incendie, fléaux et calamités visés à l'article L 2212-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales ou par tout véhicule mis en fourrière dans les circonstances visées à l'article 25-1 du Code de la Route, étant précisé que :

- ↳ que pour l'application de cette garantie, on entend par « Assuré », l'Assuré ayant souscrit le présent contrat, mais aussi toute personne ayant l'autorisation de l'Assuré, pour la conduite ou la garde du véhicule, ou toute personne dont les services pourraient être requis pour effectuer les opérations de mise en fourrière.
- ↳ la garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré en raison des dommages matériels subis par les véhicules réquisitionnés ou conduits en fourrière.

La présente garantie est réputée comporter des garanties au moins équivalentes à celles prévues par le Code des Assurances pour l'assurance Automobile obligatoire.

1.7 RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'UTILISATION D'UN VÉHICULE À MOTEUR POUR LES BESOINS DU SERVICE

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et dans la réalisation desquels est impliqué un véhicule terrestre à moteur, sa remorque et/ou semi-remorque, dont il n'a ni la propriété, ni la garde, qu'il n'a ni emprunté, ni loué et que ses préposés ou élus utilisent pour les besoins du service, de façon régulière ou occasionnelle, étant précisé que **sont exclues** :

- ↳ **personnellement au préposé ou à l'élu**
- ↳ **Les dommages subis par le véhicule.**

La présente garantie est réputée comporter des garanties au moins équivalentes à celles prévues par le Code des Assurances pour l'assurance Automobile obligatoire.

La garantie est accordée à défaut de garantie du contrat d'assurance du véhicule.

1.8 RESPONSABILITÉ DU FAIT DE VESTIAIRES ORGANISÉS

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison des vols, disparitions, substitutions ou détériorations subis par les effets vestimentaires ou objets personnels déposés par des tiers dans les vestiaires mis à la disposition du public ou des usagers des services municipaux, y compris à l'occasion des réceptions ou manifestations diverses organisées par elle.

La garantie n'est toutefois acquise à l'Assuré que dans la mesure où les deux conditions suivantes sont respectées :

- ↳ le vestiaire est surveillé en permanence par au moins une personne placée sous l'autorité de l'Assuré,
- ↳ le dépôt doit donner lieu à la remise d'un jeton ou d'une contremarque qui doit être obligatoirement exigé lors du retrait des vêtements ou objets déposés.

La présente garantie est subordonnée au dépôt d'une plainte par l'Assuré en cas de vol.

1.9 RECOURS DE L'ÉTAT EN RÉPARATION DES PRÉJUDICES SUBIS PAR SON PERSONNEL

L'Assureur garantit les recours que pourraient exercer l'État et certaines collectivités publiques (en application de l'Ordonnance 59-76 du 7 janvier 1959), en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'État prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police.

1.10 RECOURS DE L'ÉTAT EN CAS D'ACTES DE VIOLENCE

L'Assureur garantit les recours que l'État pourrait exercer contre l'Assuré lorsque la responsabilité de celle-ci se trouve engagée, en remboursement des dommages résultant de crimes ou délits, commis à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou des rassemblements armés ou non armés, soit contre les personnes, soit contre les biens.

1.11 RESPONSABILITÉ DU FAIT DE VOL COMMIS PAR LES PRÉPOSÉS OU FACILITÉ PAR LEURS NÉGLIGENCES

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré par décision judiciaire du fait :

- ↳ des vols subis par des tiers et commis par les préposés de l'Assuré dans l'exercice de leurs fonctions,
- ↳ des vols survenus hors des locaux de l'Assuré, subis par des tiers et facilités par ses préposés à la suite de négligences qui ont permis aux voleurs l'accès au lieu où se trouvaient les biens dérobés.

1.12 DOMMAGES DE POLLUTION ACCIDENTELLE – ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré du fait des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et résultant de l'émission, dispersion, rejet ou dépôt de toutes substances solides, liquides ou gazeuses polluant l'atmosphère, les eaux ou le sol, à condition que ces phénomènes aient eu eux-mêmes une cause accidentelle : rupture soudaine d'une pièce, incendie, explosion, fausse manœuvre, survenant à l'occasion des activités de l'Assuré.

Sont également garantis, les frais de prévention-réduction engagés, **avec l'accord préalable de l'Assureur**, pour :

- ↳ neutraliser, isoler ou éliminer une menace, réelle et imminente, de dommages garantis par le présent contrat,
- ↳ éviter l'aggravation de dommages garantis.

Sont exclus :

- ↳ les dommages dus à une défectuosité du matériel ou des installations de stockage, de confinement, de transport ou de traitement de produits ou déchets polluants, connue de l'Assuré au moment du sinistre,
- ↳ les redevances mises à la charge de l'Assuré en application de la législation alors en vigueur, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie.
- ↳ les dommages provenant d'installations classées, exploitées par l'Assuré et visées en France par la réglementation des I.C.P.E., lorsque ces installations sont soumises à l'autorisation d'exploitation par les autorités compétentes.

1.13 DOMMAGES SUBIS PAR LES OBJETS CONFIÉS (HORS MUSÉE ET VESTIAIRES)

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré à l'égard des tiers, par suite de vols, disparitions ou détériorations des biens mobiliers qui lui ont été confiés ou prêtés par ces tiers, ou placés en dépôt ou sous sa garde, à titre temporaire.

Cette garantie s'applique en tous lieux où ces biens peuvent se trouver, y compris en plein air, hors du territoire de l'Assuré ou dans des véhicules d'exposition ou de prestation.

Sont exclus :

- ↳ Les dommages causés aux véhicules terrestres à moteur, les appareils ou engins aériens, les embarcations, utilisés ou conduits par les préposés de l'Assuré.
- ↳ Les biens confiés lors d'une exposition.

1.14 RESPONSABILITÉ DU FAIT DE CONVENTIONS PARTICULIÈRES OU CAHIER DES CHARGES

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et dont la charge lui incombe en vertu des obligations qui lui sont imposées aux termes de cahiers des charges émanant d'organismes publics ou semi-publics (ex : LA POSTE, SNCF, EDF/GDF, etc.) ou de conventions passées avec l'État ou avec d'autres Collectivités Territoriales ou Établissements Publics (Collectivités, groupements de Collectivités, Département, Région, etc.) .

Pour toutes autres entités, l'application des garanties reste soumise à l'accord préalable de l'Assureur.

Sauf cas de malveillance, l'assureur renonce à exercer tout recours contre les personnes visées ci-dessus à l'égard desquelles l'Assuré a consenti engagements et renonciations, y compris contre leurs assureurs.

Sont exclus :

- ↳ les conséquences d'engagements ou conventions liées à des aides financières ou à des avances de trésorerie consentie à l'Assuré, à la réalisation d'emprunts qu'il aura contractés, ainsi qu'à la garantie d'emprunts ou à l'allocation d'avances accordées par lui,
- ↳ les conséquences d'actes de gestion comptable ou financière, ainsi que des fraudes, escroqueries ou détournements de toute nature commis, au préjudice des contractants, par les Élus ou les Délégués spéciaux,
- ↳ les dommages immatériels résultant d'engagements financiers pris par l'Assuré et qui ne seraient pas directement consécutifs à des dommages corporels ou matériels garantis,
- ↳ les obligations découlant de conventions ou cahiers des charges qui porteraient sur les services annexes exploités par l'Assuré et non garantis par le présent contrat.

1.15 RESPONSABILITÉ OCCUPANT TEMPORAIRE DE LOCAUX

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison de dommages matériels et immatériels consécutifs à des dommages garantis subis par des tiers, y compris les propriétaires, et résultant d'incendie, d'explosion, de phénomènes d'ordre électrique ou de l'action de l'eau prenant naissance dans les bâtiments ou parties de bâtiments dont il n'est ni propriétaire, ni locataire habituel, mais qui ont été mis à sa disposition pour les besoins de ses activités :

- ↳ soit à plein temps pour une durée n'excédant pas **60 jours consécutifs** par an,
- ↳ soit à temps partiel pour des usages intermittents.

1.16 RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'UTILISATION D'ENGINS ET MATÉRIEL AUTOMOTEUR – RISQUE OUTIL (à l'exclusion des risques de circulation)

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers du fait de l'utilisation d'engins et matériels de chantier, d'entretien, de manutention ou de levage, automoteurs, dont il est propriétaire, locataire ou usager, **mais seulement pour leur utilisation comme outil**, pour l'exécution des tâches relevant du fonctionnement des services.

Cette garantie s'exercera si et seulement si l'Assuré ne peut bénéficier de la même garantie au titre du contrat d'assurance automobile souscrit pour les engins et matériels en cause.

Sont exclus :

- ↳ les risques de circulation soumis aux dispositions du Code des Assurances relatives à l'assurance obligatoire des véhicules terrestres à moteur (Loi n° 58-208 du 27 février 1958),
- ↳ les dommages subis par les objets levés ou déplacés par les matériels ou engins de levage ou de manutention.

2 : LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

Sont toujours exclus de la garantie :

2.1 – Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré ou toute personne dont il est civilement responsable.

2.2 – Les dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère, par les émeutes et mouvements populaires ou par les actes de terrorisme ou de sabotage (sous réserve des dispositions de l'article 1.11).

2.3 – Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.
- par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.

2.4 – les dommages occasionnés par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes.

2.5 – Les dommages matériels et immatériels résultant d'incendie, d'explosion ou de l'action des eaux, lorsqu'ils sont consécutifs à des événements prenant naissance dans les locaux dont l'Assuré est propriétaire, locataire ou occupant, sauf lorsque ces dommages surviennent dans des locaux dont il aurait l'usage ou la jouissance pour une durée n'excédant pas 30 jours consécutifs par an ou à temps partiel pour des usages intermittents.

2.6 – Les dommages immatériels qui ne sont pas la conséquence directe de dommages garantis et résultant :

- d'opérations de transaction ou de gestion immobilière réalisées par l'Assuré.
- de l'inexécution, du retard ou de la mauvaise exécution d'un contrat par l'Assuré.

Étant entendu que ces dommages seront couverts lorsqu'ils résulteront d'un événement accidentel.

2.7 – Les dommages de pollution non accidentelle ainsi que les dommages résultant d'une défectuosité du matériel ou des installations de stockage, de confinement de transport ou de traitement de produits ou déchets polluants connus de l'Assuré ou de ses représentants au moment du sinistre.

De même sont exclus les redevances mises à sa charge en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie.

2.8 – Les dommages causés aux biens dont l'Assuré (ou toute personne dont il est civilement responsable) a la propriété, l'usage, ainsi que les dommages immatériels qui s'y rapportent, sauf :

- Les dommages causés aux effets vestimentaires et objets divers appartenant aux préposés.
- Les dommages subis par les biens qui lui sont confiés, notamment à l'occasion des expositions, fêtes, foires, manifestations culturelles.

2.9 – Les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur dont l'Assuré est civilement responsable, sauf :

- les dommages causés par les véhicules réquisitionnés pour son compte afin de prévenir ou de faire cesser par la distribution de secours, les accidents, incendies, fléaux et calamités visés à l'article L 2212-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales ou par tout véhicule mis en fourrière dans les circonstances visées à l'article 25-1 du Code de la Route.
- les dommages causés par un véhicule terrestre à moteur dont l'Assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni détenteur et que ses préposés ou toute personne dont il pourrait être appelé à répondre, utilisent ou déplacent.
- les dommages causés par un véhicule terrestre à moteur lorsque l'origine des dommages se trouve dans l'utilisation des équipements liés à la fonction « outil ».

- les dommages causés par l'Assuré en sa qualité d'organisateur si sa responsabilité est engagée distinctement ou conjointement avec celle du transporteur à la suite de dommages causés par le véhicule de ramassage n'appartenant pas à l'Assuré et dont il n'est pas locataire, ni emprunteur, ni dépositaire.

2.10 – Les dommages causés au cours de manifestations de toutes natures rassemblant plus de 30 000 personnes et ou comportant l'utilisation de véhicules terrestres à moteur ou d'engins aériens ou nautiques ou avec feux d'artifice de catégorie F4, soumises à autorisation des pouvoirs publics, lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'Assuré en tant qu'organisateur.

2.11 – les dommages causés au tiers du fait de la propriété, la gestion ou l'exploitation d'aérodrome.

2.12 – Les dommages causés, lorsque l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable en ont la propriété, la garde ou l'usage, par :

- tous engins ou véhicules aériens, ainsi que les dommages survenus du fait des manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires à celles-ci.
- toutes embarcations, maritimes, fluviales ou lacustres, destinées au transport de plus de dix personnes et/ou d'une longueur supérieure à 20 mètres,
- toutes installations ferroviaires, locomotives ou tramways, remontées mécaniques et autres engins utilisant des câbles porteurs ou tracteurs destinés au transport de personnes

2.13 – Les conséquences de l'application à l'Assuré des dispositions prévues par les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil (et les dommages immatériels qui en sont la conséquence) en raison de dommages affectant des travaux de bâtiment ou de génie civil (loi n° 78-12 du 4 janvier 1978).

De même, est exclue la responsabilité encourue par l'Assuré en vertu de l'article 16 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

2.14 – Les dommages matériels résultant de façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'Assuré, ainsi que les dommages immatériels non consécutifs à des dommages corporels ou matériels garantis et qui trouvent leur cause dans les bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains (commerçants ou non commerçants) et qui n'ont pas de caractère aléatoire parce que résultant inévitablement du fonctionnement des services municipaux ou des travaux de toute nature entrepris par l'Assuré ou pour son compte.

2.15 - Les dommages, subis ou causés par les fonctionnaires de l'État prêtant leur concours pour des missions de maintien de l'ordre motivées par des troubles populaires ou par des conflits du travail, sous réserve des dispositions des articles 1.12 et 1.13 ci-avant.

2.16 - Les réclamations résultant directement ou indirectement d'une épidémie, pandémie, enzootie, épizootie.

2.17 – Les conséquences de toute responsabilité concernant les dommages causés par des virus informatiques.

CHAPITRE 4 : LA GARANTIE DÉFENSE ET RECOURS

Au titre de cette garantie, l'Assureur s'engage :

- à assumer la défense de l'Assuré contre les réclamations formulées par des tiers, relatives aux dommages garantis par ce contrat et il prend en charge les frais et honoraires nécessités par cette défense dans toute procédure judiciaire ou administrative conformément à l'article L 127-6 du Code des Assurances.
- à assumer la défense de l'Assuré dans l'hypothèse où le représentant de l'État dans le département déférerait au Tribunal Administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention, en application de l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 (déférés administratifs).
- à exercer un recours, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction compétente, la réparation des dommages corporels, matériels et immatériels, occasionnés à toutes personnes ayant la qualité d'Assuré et/ou aux biens de toutes natures dont l'Assuré a la propriété, la garde ou l'usage et dont la responsabilité incombe à un tiers identifié, y compris les dommages occasionnés par un choc de véhicule terrestre à moteur.

L'Assureur supporte, à concurrence des montants indiqués, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution des jugements.

CHAPITRE 5 : LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'exercent sur le territoire des États membres de l'Union Européenne (y compris les DOM-TOM), ainsi que dans la principauté de Monaco, la république d'Andorre, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

La garantie est étendue au monde entier pour des voyages effectués par des représentants, élus ou préposés de l'Assuré, dans le cadre de voyages d'études ou de jumelage, de stages, de missions commerciales ou participation à des foires, dont la durée n'excède pas trois mois.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : LES DÉCLARATIONS – LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

Budget annuel de fonctionnement :

BUDGET DE FONCTIONNEMENT TOTAL EN €	€ 3 346 487
-------------------------------------	-------------

Personnel :

EFFECTIF CNRACL	€ 29
EFFECTIF IRCANTEC	€ 26
EFFECTIF SALARIÉ (CONTRAT DE DROIT PRIVÉ)	€ 1
MASSE SALARIALE EN €	€ 2 500 000

L'Assuré déclare :

- Exercer toutes les activités et obligations liées directement à son statut de Collectivité Territoriale (y compris les activités et services annexes de toutes natures).
- Que ses activités sont exercées, soit en gestion directe, soit, sous la forme de mandat de gestion, de régie autonome, de concession, d'affermage ou tout autre montage juridique pour autant que cela ne soit pas contraire aux compétences qui lui sont attribuées par la loi.
- Disposer de tous biens mobiliers et immobiliers de toutes natures dont il serait propriétaire, locataire, concessionnaire, dépositaire ou utilisateur à un titre quelconque.

Aussi, l'Assureur en prend acte et s'engage à ne pas opposer à l'Assuré une omission ou une erreur pour contester la mise en jeu de sa garantie

CHAPITRE 2 : LES MONTANTS GARANTIS / LES FRANCHISES

⇒ **LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITÉ** : 10 000 000 € par sinistre (Tous dommages confondus et non indexés)

ÉVÈNEMENTS GARANTIS	LCI / SINISTRE	FRANCHISES	
		SOLUTION DE BASE	VARIANTE IMPOSÉE
DOMMAGES CORPORELS ET IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS	10 000 000 €	1 000 €	3 000 €
DOMMAGES MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS	3 000 000 €	1 000 €	3 000 €
DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS	1 500 000 €	1 000 €	3 000 €
RESPONSABILITÉ MÉDICALE	1 500 000 €	1 000 €	3 000 €
ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT ↳ à l'exclusion des sites classés ICPE soumis à autorisation	1 500 000 €	1 000 €	3 000 €
RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ↳ en application de la loi n° 2008-757 du 1er août 2008	500 000 €	1 000 €	3 000 €
RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES ÉDILES VICTIMES D'ACCIDENT ↳ articles L 2123-31, L 2123-32 et L 2123-33 du CGCT	3 000 000 €	1 000 €	3 000 €
INTOXICATIONS ALIMENTAIRES	3 000 000 €	1 000 €	3 000 €
FAUTE INEXCUSABLE DE L'EMPLOYEUR – FAUTE INTENTIONNELLE	1 500 000 €	1 000 €	3 000 €
RECOURS DE L'ÉTAT EN REMBOURSEMENT DE DOMMAGES RÉSULTANT D'ACTES DE VIOLENCE	1 500 000 €	1 000 €	3 000 €
RESPONSABILITÉ CIVILE APRÈS TRAVAUX OU APRÈS LIVRAISON ↳ à l'exclusion des dommages relevant d'une garantie responsabilité décennale	1 500 000 €	1 000 €	3 000 €
VOL PAR PRÉPOSÉS	30 000 €	1 000 €	3 000 €
DOMMAGES OCCASIONNÉS AUX BIENS DES PRÉPOSÉS	30 000 €	1 000 €	3 000 €
BIENS CONFIEÉS	50 000 €	1 000 €	3 000 €
DÉFENSE – RECOURS	50 000 €	néant	néant

INDIVIDUELLE ACCIDENTS		
INDIVIDUELLE ACCIDENT : l'Assureur garantit le versement d'indemnités à concurrence des montants ci-après, en cas d'accidents corporels dont seraient victimes (en dehors de toute notion de responsabilité imputable à l'Assuré ou un tiers) : les élus, les collaborateurs bénévoles, les mineurs, les stagiaires, lorsqu'ils interviennent pour le compte de l'Assuré et/ou placés sous sa responsabilité.	LCI / VICTIME	FRANCHISE
DÉCÈS	30 000 €	néant
INCAPACITÉ PERMANENTE TOTALE : Versement d'un capital proportionnel au taux d'invalidité calculé selon le barème du droit commun, dans la limite du montant indiqué ci-contre :	60 000 €	néant
FRAIS DE SOINS : Remboursement des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, frais de lunettes, prothèses, à défaut ou en complément des prestations versées par la Sécurité Sociale ou tout autre organisme de prévoyance	3 000 €	néant
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES – ITT : Incapacité temporaire de travail consécutive à des dommages corporels subis par un <u>élu et/ou collaborateur bénévole</u> - durée d'indemnisation : 365 jours maximum	50 € / jour	néant

Il est entendu que ces indemnités s'appliquent en complément ou à défaut de garanties souscrites par la victime et ne peuvent être cumulées avec les indemnités dont elle pourrait bénéficier au titre du présent contrat du fait de la responsabilité de l'Assuré dans l'exercice de ses activités et services.

Le paiement des indemnités serait alors considéré comme un acompte versé à la victime, qui viendrait en déduction des indemnités dues au titre de la responsabilité civile de l'Assuré.

CHAPITRE 3 : LES GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

Le contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité telle qu'elle résulte de toute législation, réglementation, jurisprudence, sentence arbitrale ou à titre contractuel, issue de la législation française ou communautaire, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre de ses activités et de ses services exploités, concédés ou affermés, ainsi que ses activités annexes, notamment celles dévolues aux activités industrielles ou commerciales, les compétences transférées, déléguées ou réservées.

Rappel des activités du **C.C.A.S.**

ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES

PORTAGE DE REPAS A DOMICILE

REPAS ANNUEL

Les garanties du contrat sont étendues aux services annexes suivants :

Ces extensions de garanties ne sont pas limitatives et en conséquence la garantie est automatiquement étendue à tous services qui viendraient à être créés après la signature du contrat.

– TRANSPORTS

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers (les personnes transportées conservant la qualité de tiers entre eux : passagers, les accompagnateurs bénévoles) à l'occasion du transport par véhicule automobile, effectué dans le cadre du transport, dont l'organisation incombe à l'Assuré ou lui est confiée en tout ou partie ou auquel il participe.

La garantie s'applique notamment en raison :

- ↳ des détériorations causées dans les véhicules,
- ↳ des accidents de la circulation causés aux tiers (tels que définis ci-dessus) par les véhicules transporteurs, **exclusivement** lorsque ces accidents sont imputables aux passagers ou à un Assuré, ou en cas de conduite à l'insu du propriétaire ou du gardien du véhicule.

Est exclue :

- ↳ **la responsabilité pouvant incomber personnellement aux entreprises ou aux organismes de transports auxquels est confiée l'exécution du transport ou à leurs sous-traitants éventuels.**

CHAPITRE 4 : LES DISPOSITIONS DIVERSES

4.1 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSURÉ L'ensemble des garanties du contrat s'appliquent aux activités et compétences pour lesquelles la responsabilité de l'Assuré pourrait se trouver engagée en qualité de propriétaire ou gardien, d'organisateur, d'exploitant ou en partenariat avec d'autres personnes morales et d'une manière générale à toutes les activités exercées par l'Assuré dans le cadre de ses compétences énumérées dans le document « PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSURÉ » et de son statut de collectivité territoriale.

4.2 – APPLICATION DES GARANTIES DANS LE TEMPS : conformément aux dispositions formulées à l'article L124-5 – alinéa 4 du Code des Assurances, issu de la loi du 01 / 08 / 2003 :

« La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration, si et seulement si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est de cinq ans. Le plafond de la garantie déclenchée pendant le délai subséquent est égal à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.

4.3 – BIENS CONFIÉS : sont garantis, à concurrence de 50 000 euros par sinistre, les dommages subis par les biens mobiliers confiés à l'Assuré ou à une personne dont il est civilement responsable, sous forme de dépôt, location, prêt ou qu'il détient à quelque titre que ce soit.

Sont exclus de cette garantie :

- Les espèces, billets de banques, titres et valeurs.
- Les bijoux, pierres précieuses, perles fines, orfèvrerie, argenterie, tous objets en matières ou métaux précieux.
- Les engins aériens, les véhicules terrestres à moteur, maritimes ou fluviaux et leurs remorques, le contenu de ces engins et véhicules.
- **Les biens rassemblés dans une exposition ou dans un musée.**

L'Assureur étend sa garantie, à concurrence de 5 000 euros par sinistre, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré en raison des dommages matériels, y compris le vol, subis par les effets vestimentaires et objets personnels déposés dans un vestiaire géré par lui.

Cette garantie n'intervient qu'à la double condition que le vestiaire soit surveillé en permanence et que le dépôt donne lieu à la remise d'un jeton ou d'une contremarque, obligatoirement exigé pour le retrait des biens déposés.

4.4 – EXTENSION DE LA QUALITÉ D'ASSURÉ : la qualité d'assuré est étendue :

- au personnel de l'Assuré mis à la disposition de tiers de droit public ou privé (à défaut d'assurance des tiers de droit public ou privé)
- au personnel de droit public ou privé mis à la disposition de l'Assuré
- aux collaborateurs bénévoles
- aux mineurs placés sous la garde et la responsabilité de l'Assuré
- aux stagiaires et/ou apprentis

4.5 – SERVICES ET COMPÉTENCES DÉLÉGUÉES : Les garanties du contrat sont acquises à l'Assuré pour tous les services et compétences municipales déléguées à un tiers, personne morale de droit public ou privé.

Dans ce cadre, sont garanties les responsabilités à l'égard des tiers pouvant éventuellement incomber à l'Assuré, au titre de sa responsabilité résiduelle, en cas de défaillance du gestionnaire ou en raison des limitations dans l'objet et l'étendue de la mission confiée par l'Assuré au gestionnaire.

Demeure exclue, la responsabilité personnelle du gestionnaire.

4.6 – LOCAUX OCCASIONNELS D'ACTIVITÉS : sont garantis les dommages matériels et immatériels résultant d'incendie, d'explosion ou de l'action des eaux, lorsqu'ils sont consécutifs à des événements prenant naissance dans des locaux dont l'Assuré aurait l'usage ou la jouissance, à titre onéreux ou gratuit, pour une durée n'excédant pas 60 jours consécutifs.

Cette garantie est acquise dans la limite de 750 000 €.

4.7 – AUTOMATICITÉ DES GARANTIES : les garanties du contrat sont, sans déclaration préalable de l'Assuré, automatiquement étendues à tous services et activités, à toutes les personnes (rémunérées ou non) et à tous les biens mis à disposition ou dévolus à l'Assuré, y compris après la signature du marché.

L'Assuré s'engage toutefois à déclarer à l'Assureur au plus tard dans les trois mois de l'échéance principale du contrat :

- ↳ les activités soumises à autorisation administrative,
- ↳ les activités à caractère industriel et commercial créées au cours de l'exercice écoulé,
- ↳ la reprise en régie par l'Assuré d'Établissements ou de Services antérieurement concédés ou affermés.

CHAPITRE 5 : LES ANTÉCÉDENTS

5.1 – MOTIF DU RENOUVELLEMENT

Fin de période.

5.2 – ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

Contrat en cours selon dispositions ci-après :

ASSUREUR(S)	FRANCHISES
MAIF	NÉANT

- Le relevé des sinistres est joint en annexe

ANNEXES

ANNEXE 1 – RELEVÉ(S) STATISTIQUE(S) DES SINISTRES
